

# Les labels qualité des grandes surfaces peuvent-elles être un moyen de promouvoir la Lutte Intégrée ?

Isabelle Haynes, Réjane Paratte and Claire Lamine, INRA, France; Jan Burma, LEI Wageningen UR, Pays-Bas; Susannah Bolton, Rothamsted Research, Royaume-Uni



© Carrefour, France



Qualité et Sécurité  
Alimentaire  
SIXIÈME PROGRAMME CADRE

## Considérations Sociales liées à la Protection des Cultures - Numéro 2

### Les labels qualité des grandes surfaces sont des outils de promotion au service de l'agro-alimentaire

Les labels qualité des grandes surfaces sont en passe de devenir des outils incontournables pour la promotion des produits agro-alimentaires. Ces labels contribuent à promouvoir la gestion des risques liés à l'utilisation des pesticides suivant la méthode HACCP (Hazard Analysis Critical Control Point), en français : Analyse des Dangers et Contrôle des Points Critiques pour leur Maîtrise, un outil indispensable pour garantir la sécurité alimentaire. La plupart des labels appliquent la méthode HACCP pour la production agricole. Cette méthode est basée sur un ensemble de Bonnes Pratiques Agricoles, destinées à :

- > Vérifier que les règles sanitaires et les critères de sécurité sont bien observés concernant l'utilisation des pesticides : règles d'entreposage des pesticides, calibration du matériel de pulvérisation et port d'une combinaison de protection pour effectuer les pulvérisations.
- > Mettre en place un système de traçabilité, des procédures d'auto-évaluation (registre) et des audits externes.
- > L'interdiction de certaines substances mettant en péril la sécurité alimentaire (par exemple, l'utilisation de boues de vidange).

#### Méthode

Notre enquête sur le terrain a porté sur la production des pommes et des poires. Nous avons interrogé les représentants de cinq Groupements de Producteurs de pommes et de poires, 28 producteurs de pommes et de poires labellisées par les grandes surfaces, deux représentants appartenant à des organismes de certification et trois représentants de grandes surfaces responsables des programmes de labellisation ou de la chaîne d'approvisionnement en fruits. Ces interviews ont été complétées par des recherches sur internet et l'étude de différents documents. Les pays concernés sont la France, la Suisse, les Pays-Bas et le Royaume-Uni.

### Les labels intégrant la Lutte Intégrée sont rares

De plus en plus souvent, les labels qualité des grandes surfaces intègrent des règles de respect de l'environnement prenant en compte l'impact de la production agricole sur la faune et la qualité de l'eau. Cependant, les labels intégrant des règles clairement définies en matière de Lutte Intégrée sont rares et leurs niveaux d'exigence sont très variables. Certains labels vont au-delà de la réglementation en vigueur en interdisant l'utilisation de certaines molécules et en imposant la mise en œuvre de moyens de biocontrôle. D'autres labels ne limitent pas l'utilisation des pesticides mais demandent à ce que leur utilisation respecte les règles d'une protection intégrée des cultures.

### Les labels qualité modifient l'organisation de la production

Les règles régissant les programmes de labellisation sont définies par les services de direction des grandes surfaces (au plus haut niveau) sans prendre en compte les conditions de production locales. Il est donc souvent difficile pour les producteurs de s'adapter, d'où le rôle croissant des techniciens et des inspecteurs pour garantir le bon fonctionnement du système. Les Groupements de Producteurs jouent aussi un rôle de premier plan en finançant les coûts supplémentaires liés à la mise en œuvre des programmes de labellisation (certification, contrôle qualité, etc) et en fournissant une aide technique et commerciale.

## Considérations Sociales liées à la Protection des Cultures - Numéro 2

Comme ces groupements fédèrent des producteurs travaillant dans le même secteur de production, les agriculteurs bénéficient du soutien de leurs collègues et d'une aide pour adapter leurs pratiques. Néanmoins, d'après les directeurs techniques que nous avons interrogés, seuls les agriculteurs qui ont une bonne connaissance technique de leur métier sont capables d'intégrer des programmes de labellisation (ce qui ne veut pas dire que tous les producteurs qualifiés choisiront cette voie).

### **Les exigences des labels qualité des grandes surfaces et les conditions d'application de la Lutte Intégrée sont souvent contradictoires**

Pour les grandes surfaces, les labels sont avant tout un moyen de valoriser leurs produits. Pour cette raison, les produits labellisés doivent répondre à certains critères spécifiques. Par exemple, les labels pour les pommes et les poires imposent un calibre (taille, poids) une couleur et des qualités gustatives (composition en sucres, acidité, fermeté) et visuelles (distribution des couleurs, absence de roussissures, etc).

Produire des pommes et des poires présentant une qualité de peau parfaite ne va pas dans le sens d'une réduction des pesticides, puisque ces derniers sont indispensables si les agriculteurs veulent produire des fruits qui répondent aux critères de qualité des grandes surfaces. De plus, les fruits labellisés proviennent souvent de variétés sensibles aux maladies.

Une solution possible consiste à commercialiser des produits non-calibrés mais sains, avec des exigences moins contraignantes quant à l'aspect du fruit, mais plus strictes en ce qui concerne les traitements pesticides utilisés. Certaines grandes surfaces se disent prêtes à envisager cette possibilité pour des produits de niche, mais rejettent cette idée lorsqu'il s'agit de produits issus de productions majeures tels que les fruits du verger.

### **L'engagement des acteurs est souvent faible**

Pour les groupements de producteurs, les labels qualité définissent simplement des conditions commerciales à remplir pour pouvoir être référencé en tant que fournisseur. En réalité, lorsqu'un agriculteur s'engage à produire des fruits et des légumes en respectant une stratégie de Lutte Intégrée, ses efforts sont rarement récompensés financièrement puisque les grandes surfaces ne proposent que des contrats à court terme et les agriculteurs ne bénéficient d'aucune garantie que leurs produits seront achetés. Même lorsque les groupements de producteurs ne reçoivent aucune commande de la part des grandes surfaces, ils doivent continuer à se conformer aux exigences de ces derniers s'ils veulent continuer à être référencés comme fournisseur. Dans ces conditions, certains producteurs n'adhèrent à ces labels que pour une seule saison ou changent en permanence de distributeur.

Dans certains pays, comme la France, les fruits et les légumes produits dans le respect de la Lutte Intégrée ne sont pas commercialisés en tant que tels, car ils risqueraient de nuire à la vente des autres fruits et légumes produits selon les méthodes conventionnelles.

En conclusion, si l'on prend en compte le fait que de nombreux agriculteurs militent contre une réglementation plus stricte des pesticides, il paraît peu probable que l'on puisse promouvoir la Lutte Intégrée au travers des labels qualité. Certains producteurs et experts suggèrent d'autres pistes, comme par exemple des subventions publiques ou un changement majeur de la politique agricole (comme la Suisse) pour aboutir à une réduction significative des pesticides.

# Les labels qualité des grandes surfaces peuvent-elles être un moyen de promouvoir la Lutte Intégrée ?

## Résumé

Les labels qualité des grandes surfaces visent avant tout à sécuriser la chaîne alimentaire plutôt que de promouvoir une production intégrée. Ces labels font intervenir de nouveaux acteurs dans la chaîne de production, tels que des inspecteurs. Du point de vue des producteurs, ces programmes ne récompensent pas les efforts fournis par les agriculteurs. De plus, même les labels les plus exigeants ne favorisent pas la Lutte Intégrée puisqu'ils privilégient l'aspect du fruit et la culture de variétés sensibles aux maladies, deux exigences qui impliquent l'utilisation de pesticides.

## Pour plus d'informations, merci de contacter :

Marco Barzman, ENDURE Assistant Coordinateur  
Centre de recherches INRA  
400, route de Chappes - BP 167  
06903 Sophia-Antipolis Cedex - France  
Email: [endure.coord@sophia.inra.fr](mailto:endure.coord@sophia.inra.fr)

## A propos d'ENDURE

ENDURE est le Réseau Européen pour l'Exploitation Durable et la Protection des Cultures. ENDURE est un Réseau d'excellence (NoE) servant deux objectifs clés: restructurer la recherche européenne sur les produits de protection des cultures, développer de nouvelles pratiques d'utilisation, et établir ENDURE en tant qu'un leader mondial du développement et de la mise en œuvre de stratégies pour la lutte antiparasitaire durable, grâce à :

- > La création d'une communauté de recherche sur la protection durable des cultures
- > Un choix étendu de solutions à court terme proposé aux utilisateurs
- > Une approche holistique de la lutte antiparasitaire durable
- > La prise en compte et l'accompagnement des évolutions en matière de réglementation de la protection des plantes.

18 organisations dans 10 pays européens participent au programme ENDURE depuis quatre ans (2007-2010). ENDURE est financé par le 6ème Programme-cadre de la Commission Européenne, priorité 5 : qualité et sécurité alimentaire.

## Site internet et Centre d'Information ENDURE : [www.endure-network.eu](http://www.endure-network.eu)

Cette publication est subventionnée par l'UE (Projet numéro : 031499), dans le cadre du 6ème programme-cadre, et est référencée sous le titre : ENDURE Considérations Sociales liées à la Protection des Cultures Numéro 2 (French) – Les labels qualité des grandes surfaces peuvent-elles être un moyen de promouvoir la Lutte Intégrée. Publié en Octobre 2010.

© Photos, from top to bottom: A.S. Walker; INRA, C. Slagmulder; JKI, B. Hommel; Agroscope ART; SZIE; INRA, N. Bertrand; Vitropic; INRA, F. Carreras ; JKI, B. Hommel; INRA, J. Weber; INRA, J.F. Picard; JKI, B. Hommel

